



Rapport de recherche

PROGRAMME ACTIONS CONCERTÉES

Représentations sociales de la pauvreté et de l'exclusion sociale

Chercheur principal

Simon Langlois, Université Laval

Assistant de recherche

David Gaudreault, Département de sociologie, Université Laval

Établissement gestionnaire de la subvention

Université Laval

Numéro du projet de recherche

2012-PC-164238

Titre de l'Action concertée

Pauvreté et exclusion sociale phase 2

Partenaire(s) de l'Action concertée

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le ministère de la Santé et des Services sociaux, la Société d'habitation du Québec et le Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC)

Rapport de recherche : résumé (4 p.)

La manière dont les Québécois conçoivent et se représentent la pauvreté est moins bien connue que la mesure de cette réalité et que la mesure des taux de pauvreté. Il en va de même pour les idées reçues et les préjugés souventes fois entendus sur la place publique et dans les conversations privées. L'enquête Représentation sociale des inégalités et de la pauvreté (RSIP) entend combler cette lacune dans la connaissance des représentations sociales et des attitudes portant sur la pauvreté au sein d'un échantillon représentatif de la population québécoise.

La pauvreté est en lien étroit avec les inégalités sociales. Notre analyse des représentations sociales a aussi porté sur les perceptions des inégalités socioéconomiques. Plus largement, nous avons enfin cherché à comprendre comment s'élaborait le sentiment de justice sociale au sein de la société québécoise.

L'enquête *Représentations sociales des inégalités et de la pauvreté* (RSIP) a été réalisée au Québec entre le 16 et le 30 avril 2013 auprès d'un échantillon représentatif de la population québécoise (N = 2727). L'enquête a été faite en ligne sur le site web de la firme Léger de Montréal. Les répondants ont été sélectionnés aléatoirement à partir du panel Internet LégerWeb qui comprend environ 300 000 personnes. La représentativité de l'échantillon est bonne et la représentativité des milieux défavorisés posait un défi, de même que celle des ménages vivant en régions éloignées. La distribution entre les types de ménages recoupe d'assez près celle qui caractérise la population québécoise.

Résultats empiriques

La majorité des enquêtés – deux personnes sur trois – exprime l'avis que le taux de pauvreté est en augmentation depuis cinq ans au Québec. (Tableau 2.1). Les femmes estiment davantage que les hommes que le taux de pauvreté est en hausse et les répondants ayant les revenus les plus faibles sont les plus pessimistes dans leur évaluation de l'évolution du taux de pauvreté. Ainsi, 71,8% des Québécois faisant partie d'un ménage gagnant 29 999\$ et moins pensent que le taux de pauvreté est en augmentation, alors que 53,8% de ceux vivant dans un ménage déclarant un revenu de 100 000\$ et plus partagent ce même point de vue. Cette relation linéaire signifie que le pessimisme va décroissant à mesure qu'augmente le revenu.

L'évaluation du taux de pauvreté au Québec est étroitement associée au sentiment de privation. Plus les enquêtés estiment être privés, plus ils ont tendance à estimer que le taux de pauvreté augmente. Cette relation atteste que la perception de l'ampleur de la pauvreté est en lien avec les conditions socioéconomiques tant objectives que ressenties.

Au total, 58,5 % des enquêtés estiment avoir une connaissance immédiate de la situation d'une personne pauvre, d'après la réponse donnée à la question posée dans l'enquête. Les gens les plus favorisés sur le plan du revenu se disent moins nombreux à connaître personnellement une personne pauvre (un répondant sur 2) contrairement aux personnes ayant des revenus plus modestes qui avancent aux deux tiers en connaître une personnellement.

La connaissance d'une personne en situation de pauvreté est par ailleurs effectivement en relation avec les représentations sociales de la pauvreté. Ainsi, les enquêtés qui connaissent une personne pauvre estiment en plus forte proportion (69,5 %) que le taux de pauvreté a augmenté depuis cinq ans au Québec contre 53,3 % chez les enquêtés qui avancent ne pas en connaître.

La représentation sociale de la pauvreté ne dépend pas seulement de facteurs associés à la position sociale des individus. Certes, les personnes les plus démunies ont une vision plus négative de la situation de la pauvreté au sein de notre société. Cependant, la conception que les enquêtés se font de l'action de l'État est aussi un facteur important à prendre en compte, ce qui nous a amené à prendre en considération leurs orientations idéologiques, comme ce fut le cas dans une recherche semblable menée en France par Olivier Galand et Michel Forsé en 20xx.

Les idées des enquêtés en matière d'interventionnisme étatique sont déterminantes dans l'élaboration des représentations sociales en matière de pauvreté. Ce résultat est important. Lorsque vient le temps d'évaluer l'évolution du taux de pauvreté, les enquêtés se réfèrent de manière marquée à un système de valeur général – en gros, être pour ou contre l'intervention de l'État en matière de redistribution du revenu – et non seulement à leur situation personnelle (revenus faibles, sentiment de privation, etc.).

Les personnes les plus à gauche ont par ailleurs tendance à surestimer l'augmentation du taux de pauvreté, contrairement aux personnes orientées à droite qui l'estiment à un niveau nettement inférieur. En effet, si une large majorité (84,3%) des répondants se situant dans le quartile correspondant au plus haut niveau de progressisme affirme que le taux de pauvreté est en augmentation, un peu plus du tiers (36,2%) des plus conservateurs entretiennent la même opinion. Les écarts sont considérables. Les orientations de valeurs et les idées sur la place de l'État dans notre société sont devenues structurantes des représentations sociales et des attitudes. Il faut se garder de tirer cependant des conclusions de cause à effet, car les choix de valeurs et les orientations idéologiques sont eux même associés à la position occupée, quoique de façon non mécanique ni déterministe. Cela signifie que les idées générales que les citoyens se font sur le fonctionnement de leur société – et notamment sur la place de l'État – sont importantes à considérer dans les débats de société et dans les discussions sur les politiques publiques.

Idées reçues, préjugés et attitudes face à la pauvreté

Afin d'analyser plus finement les idées reçues et les attitudes des répondants au sujet de la pauvreté, nous avons construit deux échelles d'attitudes décrites en annexe.

Dans l'ensemble, les hommes se font une représentation plus négative de la pauvreté que les femmes. Ce sont les hommes, les individus plus âgés, ceux moins scolarisés, ceux nés à l'extérieur du pays de même que ceux occupant les paliers supérieurs de l'échelle des revenus qui entretiennent les attitudes les plus défavorables à l'égard des personnes vivant en situation de pauvreté. (Tableau 3.10). Inversement, les personnes exclues du marché du travail entretiennent une perception nettement plus positive des plus

défavorisés. Ces résultats mettent en relief la plus grande sensibilité que développent les femmes quant à certains enjeux sociétaux tels la pauvreté et les inégalités. Les enquêtés affichent des attitudes plus défavorables à l'égard de la pauvreté à mesure que croît leur revenu de leur ménage. Les enquêtés qui vivent un sentiment de privation ont tendance à avoir une attitude plus favorable à la pauvreté que les personnes qui n'ont pas le sentiment d'être privées.

Les enquêtés qui se situent à gauche sur l'échiquier politique manifestent nettement un ensemble d'opinions favorables à la pauvreté et ils expriment leur désaccord en plus fortes proportions avec les préjugés ou les opinions négatives.

Enfin, il apparaît clairement que les personnes enquêtées connaissent mal les montants donnés en aide de dernier recours. Ainsi, ils ont tendance à sous-estimer les montants perçus par les prestataires de l'aide sociale. Une forte minorité d'enquêtés sous-estiment les montants attribués à une mère monoparentale (42,8 %) et à un homme célibataire (38,7 %), alors que 62,6 % d'entre eux sous-estiment l'aide financière accordée à un couple avec deux enfants.

Représentation sociale des inégalités

Les répondants évaluent de manière assez pessimiste la situation présente des inégalités de revenus au sein de leur société, un pessimisme qui tranche avec la situation objective que révèlent les comparaisons internationales, plutôt favorables au Québec. Le pessimisme est plus prononcé dans les ménages à faibles revenus et à revenus moyens (en bas de la médiane). Toutefois, la représentation sociale des inégalités n'est pas uniquement le reflet des intérêts personnels comme le montre l'analyse de la représentation des inquiétudes pour l'avenir. En effet, les anticipations qui portent sur l'évolution prévisible des inégalités sont plus pessimistes que l'évaluation de la situation actuelle dans l'ensemble de la société québécoise. En effet, la perception assez négative de l'avenir est largement répandue dans toutes les couches de la société québécoise et dans les différents sous-groupes distingués.

L'inquiétude exprimée sur l'évolution prévisible des inégalités se fonde sur des principes plus généraux car elle est largement partagée par diverses catégories de population qui s'en inquiètent. Bien que la position sociale personnelle continue d'influer sur la représentation sociale, mais de manière moins prononcée que dans le cas de la représentation sociale de la pauvreté, l'inquiétude vis-à-vis l'avenir des inégalités est ressentie de manière plus large, dans des sous-groupes diversifiés, donc relativement indépendante des caractéristiques personnelles et détachée des situations individuelles vécues, ce qui donne à penser qu'il y a une homogénéité sociale dans l'appréciation de la situation à venir des inégalités de revenus.

Le sentiment de justice sociale

Les Québécois estiment en forte proportion que la société dans laquelle ils vivent est juste (sentiment de macrojustice). Au total, 70% d'entre eux répondent « plutôt juste » et 30%,

« plutôt injuste ». Les femmes sont moins nombreuses (65%) que les hommes (75%) à estimer que la société québécoise est juste. Plus l'âge avance, plus on estime que la société québécoise est juste (80% chez les personnes âgées de 75 ans ou plus). L'enquête révèle un profond malaise chez les anglophones du Québec, puisqu'une faible proportion (43%) d'entre eux considère leur société comme étant plutôt juste, contrairement aux francophones (75%).

La référence au principe d'égalité au plan collectif (par des politiques de redistribution, par exemple) et d'égal accès aux biens collectifs (en santé ou en éducation par exemple) expliquerait ces différences. L'évaluation négative de la macro justice est en effet plus marquée au sein des groupements sociaux qui estiment que le principe d'égalité fonctionne mal au sein de leur société: ces personnes considèrent être laissées pour compte ou encore ne pas recevoir, en tant que groupe, assez d'attention des pouvoirs publics. C'est le cas des anglophones du Québec et le cas des femmes en général, qu'elles aient un statut social élevé ou non.

Si les Québécois considèrent en large majorité que leur société est « plutôt juste », ils expriment par contre davantage de critiques sur le plan de la microjustice, sur l'équité de leur propre situation. Les clivages dans la représentation sociale qu'on se fait de la microjustice sont clairement liés aux raisons qu'ont les individus appartenant à certains groupes de ressentir des injustices et avec le sentiment de ne pas recevoir leur juste part en société. Ainsi, les personnes appartenant à des minorités diverses, les personnes les moins scolarisées, les personnes au bas de l'échelle sociale et des individus vivant dans les ménage à bas revenus ont des griefs spécifiques à formuler et des attentes personnelles non satisfaites, qui les amènent à juger leur propre situation comme étant inéquitable .

Il existe au Québec un très large consensus sur l'idée que, pour qu'une société soit juste, la couverture des besoins fondamentaux – en matière de logement, de nourriture, d'habillement, de santé, d'éducation – doit être assurée pour tous ses membres. Cette idée emporte l'adhésion de plus de 90% des enquêtés. Ce résultat empirique est important, car il est l'indicateur d'un large accord sur le fait que la société doit optimiser le sort de ses membres les plus défavorisés.

Ce résultat empirique donne aussi à penser que le volet social au cœur de ce qu'on appelle souvent « le modèle québécois » n'est pas contesté par une majorité de la population. La redistribution des revenus par l'État et l'économie sociale au sens large ne sont pas remises en cause par la majorité, contrairement à d'autres volets du modèle québécois (l'intervention directe de l'État dans l'économie ou dans les entreprises, par exemple) qui soulèvent des critiques publiques en certains milieux.